



**REGIONS DU SUD-OUEST ET NORD-OUEST DU CAMEROUN:**

*VIOLATIONS ET CRIMES GRAVES DES-DROITS HUMAINS*

*LE REDHAC INFORME ET DENONCE*

\*\*\*\*\*

**COMMUNIQUE DE PRESSE :**

**Bamenda-Douala :le 03 Octobre 2017** : *Le Réseau des Défenseurs des Droits Humains en Afrique Centrale (REDHAC) dénonce et condamne avec fermeté les nombreuses violations et crimes graves des Droits Humains perpétrés par certains éléments des forces de défense et de sécurité dans les régions du Sud-Ouest et Nord-Ouest du Cameroun en prélude et lors des manifestations du 1<sup>e</sup> Octobre 2017 marquant la 56<sup>e</sup> Anniversaire de la réunification du Cameroun.*

**LES FAITS** : En prélude et pendant les manifestations du 1<sup>e</sup> Octobre 2017 marquant la 56<sup>e</sup> Anniversaire de la réunification du Cameroun ;

**1) Au moins 100 manifestants ont trouvé la mort suite aux tirs à balles réelles des forces de défense et sécurité et où suffoqués par les gaz lacrymogènes absorbés en grande quantité dont 38 bien identifiés de manière suivante :**

a) 28/09/2017 à Ekona

- 1) Agu Dinamoh
- 2) Abokwa Clif Penda
- 3) Ekregi Marchial
- 4) Endo Syprain

b) Le 01/10/2017

- 1) Enow Egbe (Mamfe,)
- 2) Arrey Louis Egbe (Mamfe)
- 3) Augustine Atanga Awah (Buea)
- 4) Dohmeng Pensiah Frankline (Balikumbat, )
- 5) Terence Mbunwe\_(Limbe)
- 6) Okri Frankline (Mamfe)
- 7) Nkom Noel (Mbakem, Ejagham)
- 8) Tal Elvis Ebngoh (Oku )
- 9) Bafron Frankline Mbunda (Oku)
- 10) Okwaniye Cletus (Akwaya)
- 11) NguTerence (Ikiliwindi,-Kumba)
- 12) Enow Rellis (Kumba)
- 13) Benjamin Amin (Kumba)
- 14) Ojah-Zah Leonard Sone (Tombel)
- 15) Ndep Arrey Nkiri (Eyumojock)
- 16) Chelepakong Peter (Lebialem)
- 17) Valentine Ebekwa (Muyuka)
- 18) Numfor Phidelis (Bafut)
- 19) Tabe Elvis (Ekona)
- 20) Che Ephraim Fukah (Ikiliwindi)

- 21) Monje Collins (Ikiliwindi)
- 22) Tifang Charles Njien (Ashong)
- 23) Edwin Mahwoh ( Kumbo)
- 24) Donatus Azeh (Nkwen)
- 25) Nkeih Lapangho (Ndop)
- 26) Martin Fon Yembe\_(Ndu)

**2) Au moins 50 blessés graves hospitalisés dont 7 bien identifiés à savoir :**

- 1) Derick Ngoutanu (Buea)
- 2) Harris Bosema (Buea)
- 3) Wemba Njuabeh
- 4) Fuh Jude (Kumba)
- 5) Akande Simon
- 6) Tamajong Louis (Bamendankwe)
- 7) Ayuk Napoleaon

**3) Au moins 200 arrêtés dont 4 bien identifiés à savoir :**

- 1) Bessem Eyong Denis (Mamfe)
- 2) Tanyi Kelvin Eyong (Mamfe)
- 3) Nasako Besingi (Mundemba)
- 4) Ekabe Edwards (Mundemba)

**4) Au moins 70 disparus dont 6 bien identifiés à savoir :**

- 1) Akisah Louis Ayiwoh (Nkwen)
- 2) Mbah Stephen
- 3) Ndanem Julius
- 4) Moses
- 5) Mispa
- 6) Sebastien Acha.

**DE TOUT CE QUI PRECEDE, Le Réseau des Défenseurs des Droits Humains en Afrique Centrale (REDHAC**

- *Condamne la radicalisation du Ministre de communication porte-parole du gouvernement , des élites du parti au pouvoir, de certains élus du peuple, de certains administrateurs et intellectuels qui assimilent les manifestants aux mains nues de « terroristes et assaillants, cafards, rats, chiens”.*
- *Condamne avec la dernière énergie l'utilisation disproportionnée de la force dont les balles réelles par certains éléments de forces de défense et sécurité qui engendrent ces violations et crimes graves des Droits de l'Homme ;*
- *Exige que ces éléments des forces de sécurité qui ont tiré à balles réelles en causant la mort des manifestants répondent de leurs actes devant les juridictions compétentes ;*
- *Apporte tout son soutien aux Défenseurs et activistes des régions anglophones dans leurs manifestations pacifiques et leurs revendications qui sont justes et nobles ;*
- *Prend à témoin l'opinion nationale, régionale et internationale de la gravité de ces violations et crimes graves des droits humains perpétrés à l'encontre des manifestants et des populations du Nord-Ouest et du Sud-Ouest du Cameroun.*

**AUSSI, LE REHAC DEMANDE :**

## 1) AUX AUTORITES DU CAMEROUN DE :

- a) libérer à l'immédiat et sans conditions tous les activistes arrêtés dans le cadre de la crise anglophone depuis Octobre 2016 jusqu'à ce jour;
- b) ordonner une enquête indépendante pour l'établissement des faits afin de poursuivre les coupables de ces violations et crimes graves des Droits Humains sur les manifestants et populations aux mains nues et d'assurer une réparation adéquate et conséquente à ces victimes ;
- c) Le REDHAC réitère sa proposition déjà annoncée dans sa déclaration du 20 Janvier 2017 pour la mise en place d'un cadre de **DIALOGUE POLITICO-SOCIAL INCLUSIF AVEC TOUTES LES PARTIES PRENANTES POUR SORTIR DE CETTE CRISE AFIN D'ASSURER UNE PAIX DURABLE AU CAMEROUN.**

## 2) A L'UNION AFRICAINE DE:

- D'interpeller l'Etat du Cameroun pour son manque de volonté politique à la résolution de cette crise et d'exiger la libération de tous les activistes arrêtés dans le cadre de cette crise;
- D'assurer à l'immédiat une médiation pour le succès du dialogue politico-social national inclusif ;

## 3) A LA COMMISSION AFRICAINE DES DROITS DE L'HOMME ET DES PEUPLES (CADHP):

- D'exhorter le gouvernement du Cameroun à respecter tout les engagements librement pris relatifs aux articles de la Charte Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples : Article 6 : « *Droit à la liberté et à la sécurité de la personne* »; Article 9 : « *Droit à l'information et la liberté d'expression* » ; Article 10 : « *droit à la liberté d'association* » ; Article 11 : « *droit à la liberté de réunion* » ;
- De prendre toutes les mesures afin que la 61<sup>e</sup> session ordinaire de la CADHP qui se tiendra du 1 au 15 Novembre 2017 mette en place une commission composée du Rapporteur Spécial sur la liberté d'expression et l'accès à l'information ; du Rapporteur Spécial sur les Prisons, les Conditions de Détention et l'Action Policière en Afrique ; du Rapporteur spécial sur les Défenseurs des Droits de l'Homme soit mise en place pour une enquête indépendante d'établissement des faits afin que les présumés coupables soient traduits devant les juridictions compétentes et impartiales pour que les coupables soient punis et que l'Etat du Cameroun assure la réparation adéquate des victimes ;
- D'urger l'Etat du Cameroun de libérer sans condition tout les Défenseurs, activistes, manifestants arrêtés et détenus arbitrairement dans le cadre de la crise anglophone afin d'assurer un climat propice pour un dialogue politico-social inclusif ;

## 4) AUX NATIONS UNIES:

- travailler en synergie avec la CADHP pour la mise en place de la commission d'enquête indépendante afin qu'elle ne devienne une mission d'enquête d'urgence qui aura pour mission l'enquête indépendante d'établissement des faits afin que les présumés coupables soient traduits devant les juridictions compétentes et impartiales pour que les coupables soient punis et que l'Etat du Cameroun assure la réparation adéquate des victimes et la médiation pour assurer un dialogue politico-social inclusif et constructif ;
- d'exhorter le gouvernement du Cameroun à respecter tous les engagements librement pris et relatifs aux articles 9 : « *Droit à la Liberté à la Sécurité de la personne* » ; 19 : « *droit à la liberté expression et d'opinion* » ; 21 : « *Droit à la liberté de réunion* » ; 22 : « *Droit à la liberté d'association* » du Pacte International Relatif aux Droits Civils et Politiques(PIRDPC) des Nations Unies.

### Pour toute action urgente

CONTACTEZ NOUS Facebook :RedhacRedhac Site-Web : <https://www.redhac.org> -  
Tél bureau :+(237)233426404 Mobile : +(237) 6 96 08 02 73

Twitter @RedhacRedhac